



N° 117
18 septembre 2002
Bimensuel

Le Courrier du DFJ:

L'Ecole, un partenaire pour les jeunes sportifs et artistes

Le journal interne du Département de la formation et de la jeunesse, supplément de *La Gazette*, vous est livré dans ce numéro avec un dossier consacré aux diverses possibilités de mener de front carrières sportives ou artistiques et formation. D'autres éléments de ce dossier sont disponibles sur le site www.dfj.vd.ch.



Carte géométrique et régulière du territoire de Prévèrenge, 1773; «la mascotte» du site des Archives cantonales vaudoises.

Dans ce numéro



ACTUEL

Un groupe de travail élaborera un plan d'action pour garantir l'égalité des chances entre femmes et hommes. **2**

Réorganisation au DFJ: 3 offices passent du Secrétariat général au Service de l'enseignement spécialisé qui change dès lors de nom. **2**



EMPLOI

24 postes vacants. **6**



CONSEIL D'ÉTAT

Les décisions de la quinzaine. **11**



MEMENTO

Place aux mômes avec le 4e Festival Trottinette d'Aigle et les 12 spectacles du Cazard de Lausanne. **12**

L'Etat tisse sa toile

Quelque 41 projets de sites internet ont été menés au sein de l'administration depuis mars 2001, que ce soit des rafraîchissements ou des créations de sites. Une activité qui se poursuit à un rythme soutenu puisque 30 autres projets sont

actuellement en cours. Lors de ces deux dernières semaines, 7 sites relookés ou nouvellement créés ont ouvert leurs portes. Pratiquement, comment cela se passe-t-il?

pages 4 à 5

Pierre Aepli à l'heure de quitter la tête de la Police

De ses fonctions à la tête de la police cantonale, Pierre Aepli affirme qu'il ne regrettera pas le calcul des budgets annuels. On le croit volontiers. Dans l'interview qu'il a accordée à *La Gazette*, avant son départ à la retraite à la fin de ce mois, il s'exprime sur l'évolution de la police et, par voie de conséquence, sur celle de notre société.

S'il a pu constater que la délinquance est en augmentation depuis ces 20 dernières années, Pierre Aepli se méfie de la stigmatisation faite sur ce thème. En effet, cet homme affable, bien qu'ayant été au contact de la part la plus noire de notre société, croit encore en l'homme et à sa capacité d'adaptation.

A quelques jours à peine de son départ, le commandant est toujours profondément impliqué dans les affaires de la police. Dans la brochure, *Tranche de vie*, retraçant 20 ans de la police cantonale et éditée par cette dernière, il se pose d'ailleurs les questions assez paradoxales de savoir



ILLUSTRATION DE COUVERTURE DE LA BROCHURE «TRANCHE DE VIE»

ce qu'il trouverait et ce qu'il ferait, si aujourd'hui il prenait le commandement de cette même police.

On ne peut donc que lui souhaiter une retraite heureuse et active au service de la sécurité. Ses compétences en ce domaine étant précieuses, il aurait déjà reçu des propositions. **page 10**



Cuvée 2001 de la Vigne Olympique

A vendre: chambre à coucher complète (1999), salle à manger en aulne style directoire (1998), salon 3-2-1 en cuir, ensemble meuble TV + dressing + buffet style moderne-rétro en bois, lavelinge Whirlpool (1999), frigo-congélateur Whirlpool jaune (1999), mobilier de jardin style fer forgé, tente bavaroise (2002). Mobilier avec beaucoup de cachet et en très bon état. Tél. 021/721 08 80 (bureau) ou 021/729 03 20 (privé).

A vendre: (cause changement d'activité) nombreux jeux éducatifs sur cartes / en volume développant les domaines de l'observation, du langage, des perceptions, de la logique, etc. Idéaux pour classe de cycle initial ou garderie. Prix très avantageux (5.- à 30.-). Tél.: 078/6287324, laisser un message.

A vendre: meubles de qualité pour téléviseur (taille moyenne) avec possibilité de mettre un DVD. Avec: 2 plateaux en verre, 1 pied en granite et 2 pieds chromés sur roulette permettant d'orienter la TV. 450 frs. Tél.: 021 636 38 04.

Recherche: appuis scolaires à domicile, pour mon fils de 13 ans, il est en 7ème. Allemand (de préférence langue maternelle), français et math. Lieu: Crissier. Tél. prof: 021 692 44 80 ou privé: 021 636 05 73.

Vacances: croisières aux Caraïbes sur voilier privé de 15 mètres avec équipage, 2 cabines doubles privées, tout confort. 680 francs/personne/semaine + caisse de bord. Contact: caraibes2002@caramail.com ou fax 00 871 76 18 45 416.

Vacances: J'organise des voyages à la carte dans les déserts de l'ouest égyptien, en collaboration avec accompagnateurs locaux. Prix intéressants. Documentation détaillée à disposition. Tél: 024 454.31.24 ou 079 646.98.62; Mail martinestoeckli@hotmail.com.



Editeur: Etat de Vaud.

Rédacteur responsable: Laurent Rebeaud.

Rédaction: Joël Christin, Annika Gil, Anouk Farine-Hiiz, Olivier Dessimoz, Jacqueline Decurnex, Chantal Tauxe, Catherine Lavanchy, Didier Erard, Françoise Cottet.

Ligne graphique: Fabio Favini.

Impression: Presses centrales Lausanne.

Toute correspondance est à adresser à *La Gazette*, place du Château 6, 1014 Lausanne.

Téléphone: 021/ 316 40 50

Fax: 021/ 316 40 52

E-mail: La.Gazette@chancellerie.vd.ch

En sa qualité de nouvelle ministre des sports, la conseillère d'Etat Jacqueline Maurer-Mayor a remis à Aigle – sous forme d'un coffret en bois contenant trois bouteilles – la cuvée 2001 de la Vigne Olympique à Jacques Rogge, président du Comité international olympique (CIO).

Sous les couleurs du drapeau vaudois et du drapeau olympique, cette cérémonie s'est déroulée en présence notamment de Françoise Zweifel, directrice du Musée olympique, Michel Tille, préfet du district d'Aigle, Marc-Henry Soutter, syndic d'Aigle, François Carrard, directeur général du CIO, et Gilbert Felli, directeur technique du CIO.

L'an dernier, le Conseil d'Etat avait confié au CIO



Jacqueline Maurer-Mayor, cheffe du DEC, et François Moret, vigneron «olympique», remettent un coffret symbolique à Jacques Rogge, président du CIO.

la Vigne Olympique, sise au Prieuré à Aigle, en témoignage d'estime à Son Excellence Juan Antonio Samaranch, qui fut président du Comité olympique de 1980 à 2001. La parcelle, d'une superficie de 150 m², fait partie du patrimoine des Hospices cantonaux. Elle produit environ 150

bouteilles de vin blanc par année, propriété du CIO.

A l'occasion de cette manifestation terminée par une visite de la Vigne Olympique, Jacqueline Maurer et Jacques Rogge se sont entretenus de la politique du sport vaudois et des synergies possibles avec le sport international. – com

Accueil chaleureux pour les nouveaux apprentis

Ils ont entre 15 et 16 ans et ils découvrent le monde du travail au sein de l'administration cantonale vaudoise.

Ils sont au nombre de 115 et ils sont les plus jeunes collaborateurs de l'administration cantonale et des Hospices cantonaux. Ils, ce sont les apprentis de première année qui viennent de débiter leur vie professionnelle.

Le 23 août dernier, ces jeunes-filles et ces jeunes-gens, venus des quatre coins

du canton, ont eu l'occasion de se rencontrer tout en découvrant les bases du fonctionnement de l'Etat. Ils ont ainsi pu constater que la fonction publique couvre des domaines étendus et ne s'arrête pas à la porte de leur service. Au contact de camarades faisant des apprentissages de cuisiniers, de gestionnaire en

logistique ou encore d'employés de commerce, ils ont pu apprécier cette diversité.

Accueillis tout d'abord dans l'aula du Palais de Rumine, ils ont été immédiatement plongés dans le bain grâce aux diverses interventions qui ont émaillé la matinée. Ils ont en outre été invités à répondre à des questions en se servant du matériel de vote électronique utilisé habituellement par les députés. Avant un après-midi ludique et didactique, un repas pris en commun dans la halle de Sauvabelin leur a permis de tisser des liens d'amitié.

Pascal Savary, coordinateur des apprentis explique que le but de ces journées est, grâce à un message fort, de leur insuffler «l'esprit d'entreprise».



Après-midi ludique et didactique dans les bois de Sauvabelin.

LG

Egalité des chances entre femmes et hommes

Le Conseil d'Etat a approuvé la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer un plan d'action visant à garantir l'égalité des chances entre femmes et hommes dans l'administration cantonale vaudoise. Un «Plan d'Action pour l'Egalité» sera ainsi présenté au gouvernement en décembre 2002.

Le Bureau pour l'égalité entre femmes et hommes (BEFH) a pris cette initiative en se basant sur la loi du 12 novembre 2001 sur le personnel de l'Etat de Vaud, qui prévoit que le Conseil d'Etat «définit les mesures propres à garantir l'égalité de traitement et l'égalité des chances entre

femmes et hommes». Il s'est également référé à l'application dans le canton de Vaud de la loi fédérale sur l'égalité du 24 juin 1996, qui stipule que le Bureau de l'égalité se doit de «réaliser toutes tâches que le Conseil d'Etat pourrait lui confier en vue de promouvoir l'égalité».

Une enquête au sein de l'administration, menée en 1998, avait montré qu'une proportion importante des personnes interrogées estimaient que les femmes font les frais de pratiques discriminatoires, notamment lors du processus d'engagement, dans la répartition des responsabilités ainsi que sur le plan des exigences quant aux

compétences requises. La maternité restait cependant le principal facteur de discrimination.

Présidé par le BEFH, le groupe de travail sera chargé de définir des mesures d'action positive visant à augmenter la proportion de femmes dans les secteurs et aux niveaux hiérarchiques où elles sont sous-représentées. Il devra également proposer des mesures afin d'améliorer la conciliation entre les activités professionnelles et familiales, notamment en collaboration avec le groupe de travail «Aménagement du temps de travail», présidé par le Service du personnel de l'Etat de Vaud (SPEV).

Une information neutre et objective sur les groupements religieux

Soutenu par les cantons de Vaud, Genève, Valais et Tessin, un nouveau service à la population vient d'ouvrir ses portes à Genève. Le Centre intercantonal d'information sur les croyances et sur les activités des groupements à caractère spirituel, religieux ou ésotérique – CIC en abrégé – répond de manière indépendante et neutre à toute question du public, des administrations ou des médias concernant les doctrines, activités ou organisations des communautés ou groupements religieux, spirituels ou ésotériques. Pour ce faire, le CIC recueille des informations à diverses sources et les soumet à des études critiques pour déterminer leur degré de fiabilité, d'objectivité ou de neutralité. Le CIC collabore avec les universités, administrations publiques et centres de même nature.

Les services du CIC sont gratuits. Les demandes de renseignements peuvent être faites par téléphone au 022 735 47 50 et des informations complémentaires obtenues sur le site web www.cic-info.ch

Chanter

dans la chorale du CHUV

Vous aimez chanter? Vous voulez passer un moment agréable de détente? Alors rejoignez la nouvelle chorale du CHUV chaque mercredi soir, de 17h à 19h, au ch. de Mont-Paisible 18, à Lausanne. Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter le président B. Rochat au 021/314 63 17 (heures de bureau).

Réorganisation au DFJ: du SES au SESAF

La réorganisation interne du Département de la formation et de la jeunesse voit trois offices quitter le Secrétariat général pour rejoindre l'ancien SES qui prendra dès lors le nom de Service de l'enseignement spécialisé et de l'appui à la formation (SESAF).

Dès le 1^{er} octobre, la vaste palette des abréviations étatiques s'enrichira une nouvelle fois. Place donc au SESAF, pour «Service de l'enseignement spécialisé et de l'appui à la formation» dans l'organigramme du Département de la formation et de la jeunesse (DFJ). Si la première partie de cette appellation est déjà bien connue et constitue l'un des six services actuels du DFJ, la seconde mérite certaines explications.

A l'origine de ce processus de réorganisation interne au DFJ se trouve une volonté politique clairement exprimée au mois de juin de recentrer les activités du Secrétariat général sur des fonctions d'état-major. Dès lors se posait la question du maintien en son sein de trois offices et de deux bureaux dont les activités ne relevaient pas directement de cette orientation. Sont ainsi concernés: l'Office d'orientation scolaire et professionnelle (OCOSP), l'Office des bourses d'études et d'apprentissage (OCBE), l'Office des écoles en santé (ODES) et les bureaux de l'enseignement privé et des constructions scolaires. Pour y répondre, un groupe de travail a été mis sur pied pendant les mois d'été.

Le constat fut rapidement établi que les trois offices possèdent une identité de mission. Cette dernière, articulée autour de l'aide et de l'appui offerts aux «apprenants», trouve un écho logique auprès du Service de l'enseignement spécialisé

(SES) dirigé par Jean-Jacques Allisson, qui accueillera désormais ces trois offices. Le SESAF fonctionnera sous cette dénomination et dans sa nouvelle composition dès le 1^{er} octobre.

Les bureaux de l'enseignement privé et des constructions scolaires ont pour leur part déjà intégré la Direction générale de l'enseignement obligatoire le 1^{er} septembre.

Cette réorganisation appelle d'autres changements pour le SES devenu SESAF. Dès le 1^{er} janvier 2003, le service comportera également un Office de psychologie scolaire (OPS). Issu de la démarche EtaCom et de la cantonalisation des prestations psycho-pédagogiques scolaires (psychologie, psychomotricité et logopédie), ce nouvel office regroupera près de 450 personnes actives au sein de 10 centres régionaux et d'un office central. Parallèlement, le processus de réorganisation des offices déplacés, en particulier l'OCOSP et l'OCBE, se poursuivra sous la direction de Jean-Jacques Allisson.



Le Service dirigé par Jean-Jacques Allisson grandit et change de nom.

Didier Erard



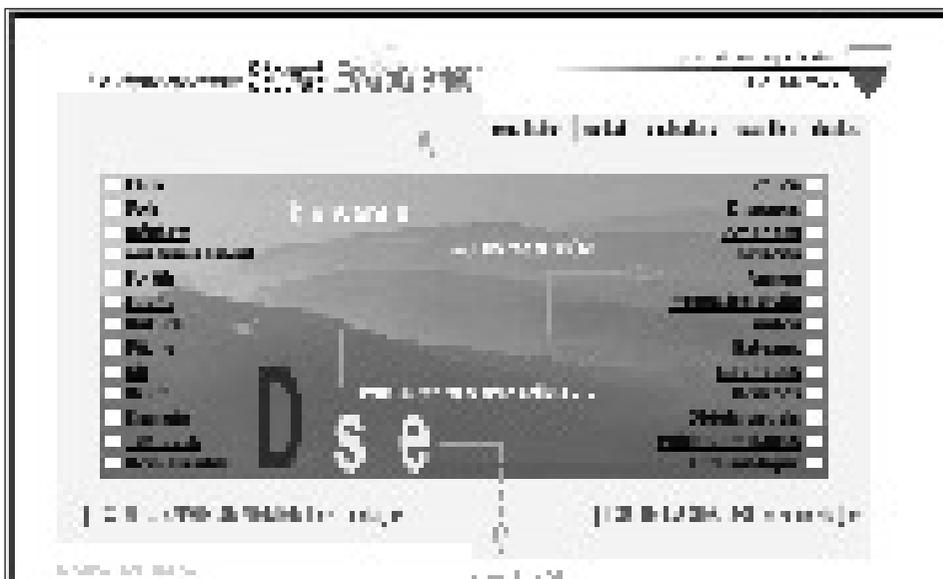
Le Département de la sécurité et de l'environnement ouvre 3 nouveaux sites internet

Quatre ans après la publication de son premier site internet, le Département de la sécurité et de l'environnement (DSE) annonce la mise en ligne d'un nouveau portail départemental. Entièrement relooké et restructuré, ce portail se veut convivial et moderne et désire donner un accès rapide aux différentes prestations grâce à deux répertoires de thèmes intitulés «Toute la sécurité et tout l'environnement en un clic».

De gros efforts ont été effectués au niveau des prestations environnementales depuis l'entrée en fonction de David Brulhart, le webpublisher du département. Une approche plus équilibrée succède ainsi à la première version, essentiellement axée sur des thèmes de sécurité publique et militaire.

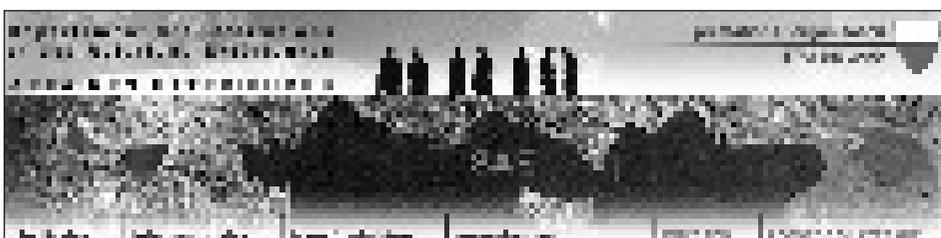
La sécurité est toutefois à nouveau à l'honneur cet été, avec la publication du nouveau site de la police cantonale, réalisé par leur webmaster attitré (voir encadré ci-contre), ainsi que par le site de la sécurité civile et militaire (SSCM). Ce dernier offre désormais une multitude d'informations sur les abris atomiques, les alarmes, et bien évidemment, sur tout ce qu'une jeune recrue a toujours rêvé de connaître avant d'effectuer son service militaire.

Pour visiter le portail départemental du DSE: <http://www.dse.vd.ch>. Pour visiter le site de la sécurité civile et militaire: <http://www.dse.vd.ch/secureite>.



Un portail modifié et relooké pour le site internet du Département de la sécurité et de l'environnement.

Floraison de sites à l'Etat de Vaud



Détail du site du service des affaires extérieures (SAE) construit autour d'une toile de Max Ernst, «L'Europe après la pluie», 1933. Le choix d'une œuvre d'art est symbolique d'un service dont la raison d'être est l'ouverture, l'art n'ayant pas de frontières.

Donner vie à un site: «un travail de bonne femme» ou d'horloger. Un travail qui exige patience, minutie, abnégation et créativité à la fois. La parole à Dominique de Bardonnèche, l'une des membres de la cellule web de l'administration.

Le créateur de sites internet travaille dans l'ombre c'est vrai mais il est l'indispensable «pivot» qui récolte les informations et les desiderata des uns et des autres avant de les organiser. «Il faut compter deux bons mois de travail pour construire un site simple, soit la majorité des sites de l'Etat de Vaud puisqu'ils ne présentent souvent pas de difficultés majeures telles celles inhérentes à l'interactivité par exemple» affirme Dominique de Bardonnèche qui précise que pour tenir ces délais, il est nécessaire de pouvoir compter sur une excellente collaboration du service demandeur et de l'unité informa-

Naissance du site du service du logement

Afin de faciliter les démarches administratives tant des milieux immobiliers que des milieux de locataires, le Service du logement (SLOG) - rattaché au Département de l'économie - vient de moderniser complètement son site Internet www.logement.vd.ch. Ce site se veut proche des partenaires du service ainsi qu'une source d'informations.

Droit du bail, aide au logement

Adapté en permanence et régulièrement mis à jour, il renseigne notamment sur les droits et usages locatifs dans le canton de Vaud, sur le droit du bail et sur l'aspect foncier de la politique du logement. On y trouve également des informations détaillées sur la préservation du parc locatif et sur l'aide au logement.

Il regroupe également les formulaires du SLOG, relatifs notamment à l'aliénation d'appartements loués, la démolition, la transformation et la rénovation de logements, ainsi qu'à l'aide au logement. Ces formulaires peuvent être remplis sur ordinateur. Pour l'instant, ils doivent être réacheminés par courrier postal mais devraient pouvoir être renvoyés par voie électronique d'ici fin 2003.

www.logement.vd.ch



tique départementale. Et tel a été la collaboration avec le service des affaires extérieures (SAE) et les Archives cantonales vaudoises, deux services pour lesquels Dominique de Bardonnèche vient d'achever la production de sites, et avec lesquels le travail s'est révélé fructueux.

Collaboration des services indispensable

Le service doit assumer une charge importante de travail lorsqu'il s'engage dans la création ou le rafraîchissement d'un site, soit 3 à 4 séances de travail pour définir les besoins, la rédaction des textes, l'apport d'informations, la relecture, les corrections,... Il faut que le mandataire soit précis dans ses objectifs et ses besoins et doit veiller à ce que le contenu (texte, information, illustrations) puisse se conformer aux caractéristiques techniques que requiert un site internet, qui sont essentiellement le découpage en rubriques, le graphisme choisi, la logique de



Dominique de Bardonnèche, webpublisher du DIRE et du DSAS

lecture ou l'aspect ludique. Rien de pire que de tout changer en cours de route, surtout en matière de graphisme.

«Mon but est de créer des sites de moins de 100 pages, idéalement autour de 70, afin d'une part d'économiser de la place sur le serveur et d'autre part afin d'éviter de doubler inutilement les informations. Un site doit être simple et accessible rapidement, libre ensuite à celui qui le

désire, d'approfondir ses connaissances en cliquant sur les dizaines de liens qui lui sont proposés» conclut Dominique de Bardonnèche.

Annika Gil

www.dire.vd.ch/archives-cantonales, www.dire.vd.ch/sae. Pour trouver des informations générales relatives aux quelque 70 sites liés à l'administration vaudoise: internet: www.vaud.ch, puis rubrique «nouveautés», ou sur intranet: www.vaud.ch, puis cliquer sur le raccourci «Intranet» puis sur «projets web».

Le nouveau site des Archives cantonales vaudoises, davantage d'informations en ligne

L'ouverture du nouveau site des Archives cantonales vaudoises marque une étape déterminante dans la volonté de faire connaître et reconnaître les missions et les prestations de cette institution. Le site permet à la fois d'informer largement, de fournir un grand nombre de documents de référence et de délivrer des réflexions en cours. Il est conçu pour renseigner aisément quiconque cherche à entrer en contact avec les Archives cantonales vaudoises et pour lui éviter de faire des requêtes ne correspondant aux activités et aux prestations des Archives cantonales vaudoises.

Vaste projet: numériser les plans cadastraux et les cartes historiques

Plus qu'un aboutissement, ce site devrait être un point de départ pour l'ouverture de bases de données intéressant aussi bien l'administration cantonale, l'Ordre judiciaire, les communes que les chercheurs et toute personne intéressée par la Mémoire cantonale. Aux yeux des archivistes, il est très important de donner un retour sur les contenus des fonds d'archives conservés dans les bâtiments de la rue de la Mouline 32. Cette ouverture passe dans un premier temps par la mise à disposition des analyses d'inventaire, puis de l'image même de grandes séquences documentaires dont la plus prestigieuse serait fournie par la numérisation intégrale des registres de plans cadastraux et des cartes historiques (plus de 160 000 prises de vue).

Des masses de données mais...

Les Archives cantonales vaudoises ont dans leur base de données les analyses de l'ensemble des registres de notaires (depuis le début du XIVe siècle), d'état civil (dès 1562), des archives de la justice de paix (depuis 1803), des archives officielles du XIXe siècle et du premier quart du XXe siècle et des inventaires des archives communales des origines à 1960. Si les moyens financiers étaient accordés, ces données pourraient être diffusées largement et aisément par intranet et/ou internet. En s'articulant sur le site généraliste, le site spécifique des Archives cantonales vaudoises que nous appelons de nos vœux fournirait un ensemble de prestations utiles et profitables aux collectivités publiques tout autant qu'aux personnes en formation ou curieuses du passé de leur canton ou de leur commune.

Gilbert Coutaz et Olivier Conne

La Police cantonale vaudoise «relooke» son site internet

Quatre ans après la création de son site internet, la Police cantonale vaudoise le «relooke» afin de mieux répondre aux besoins des internautes.

Quatre ans après sa naissance, le site internet de la Police cantonale vaudoise est «relooké», pour répondre aux besoins des internautes mais aussi pour l'adapter à la nouvelle politique de communication. Au travers de cet outil moderne de communication, plus convivial et ludique, la Police cantonale vaudoise s'ouvre toujours plus vers l'extérieur.

Que «coûte» un excès de vitesse? Tapez www.police.vd.ch

En un simple clic, depuis la page d'accueil, on accède à une multitude de renseignements et d'informations, dont les sujets d'actualité, l'organisation de la police, les communiqués de presse, les statistiques, la prévention, la circulation, la législation sur les armes, les personnes et objets recherchés. Le site est agrémenté de deux pages interactives sur la circulation routière pour savoir combien «coûte» un excès de vitesse et quel est le taux d'alcoolémie selon le poids de la personne et la quantité d'alcool consommé. Les visiteurs ont également la possibilité de télécharger des documents et de les imprimer directement chez eux. Une ligne directe est mise à disposition des internautes pour signaler les sites à caractère pédophile.

En mars 1998, la Police cantonale a été l'un des premiers à se doter d'un tel outil de communication externe. En avril 2001, dans le cadre de la nouvelle politique de communication, un poste de webmaster a été créé dont la mission principale consiste à gérer les sites internet et intranet. Afin d'inciter le public à visiter le site, son adresse est inscrite sur les voitures de police.

E-mail: presse@polcant.vd.ch, site: <http://www.police.vd.ch>

Guy-Charles Monney

Bulletin des postes vacants

Appliquer, développer et optimiser ses compétences dans la fonction publique. Toutes les offres d'emploi. Naviguez sur www.vaud.ch.

DFIN Département des finances

Chef-fe de projet informatique A pour la Direction, planification et stratégie informatique

80%

Mission: collaborer avec les départements et les services pour l'élaboration de leur schéma directeur informatique et les chef/fes de projets pour l'évaluation et le suivi de leurs projets. Vérifier la conformité de ces projets par rapport aux méthodes, normes et standards en usage. Détecter les synergies possibles entre les différents projets et faciliter les approches transversales. Offrir appui et conseil, tout en supervisant les projets et départements qui vous sont attribués (suivi des ressources humaines et financières, risques, planification, élaboration du budget). Outre les projets propres aux départements et services de l'Etat, vous pourrez être amené-e à participer activement à des projets transversaux, dont la collaboration avec le Canton de Berne en matière d'exploitation des infrastructures informatiques, des projets de migration technique, Internet (Guichet virtuel), etc. (cl. 28-30).

Profil: titre universitaire, diplôme ETS, diplôme fédéral d'informaticien de gestion ou titre jugé équivalent. Pratique de 3 ans en règle générale comme chef-fe de projet. Dirige plusieurs projets complexes.

Renseignements: M. Jamal Azzouz, 021/ 316 25 87.

Adresse: réf. DPSI, Rue de la Paix 4 - 1014 Lausanne

Préposé-e aux impôts-receveur/euse D pour l'Office d'impôt du district d'Orbe

100%

Mission: vous dirigez, organisez et gérez votre Office en assurant une application uniforme et cohérente des directives fiscales du canton, en matière de taxation, perception et de gestion des dossiers. Vous vous impliquez activement dans la conduite et la motivation de vos collaborateurs en veillant au développement de compétences et aptitudes de chacun avec le soutien de la Direction du Centre de compétence de votre région (cl. 26-28).

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent. Pratique de 12 ans en règle générale, dont 4 ans en principe dans le cadre de l'Administration cantonale des impôts. Vous bénéficiez d'une expérience de plusieurs années dans le domaine fiscal ou fiduciaire. Votre sens de l'organisation ainsi que vos capacités à conduire une équipe performante sont la preuve de vos succès professionnels.

Renseignements: M. Jean-Marie Brandt, 021/316.20.42, ou Mme Dominique Errassas, 021/316.24.00

Adresse: réf. 3728G, Administration cantonale des impôts, Mme Dominique Errassas, Av. Jomini 8, CP 177 - 1018 Lausanne 18

(2 postes) Economiste (Gestionnaire financier/ère) pour le Service des finances

100%

Mission: le Service des finances est chargé d'administrer et de consolider les finances de l'Etat de Vaud. Composé d'un effectif d'une vingtaine de collaborateurs, il comprend les secteurs Budget, Planification financière, Contrôle de gestion, Comptabilité générale, Trésorerie et Administration. En sus de ses missions opérationnelles courantes (élaboration du budget, tenue des comptes généraux de l'Etat et gestion de la trésorerie), il est chargé de la modernisation de la fonction financière de l'Etat et conduit d'importants projets visant à adapter les structures et les procédures de l'administration à un niveau élevé de performance. Dans ce contexte, nous recherchons deux professionnels de la fonction financière, intéressés à exercer leurs talents au service d'une importante collectivité publique, en qualité de

gestionnaires financiers. Vos missions: préparer, en collaboration avec les départements, le budget annuel de l'Etat; analyser et évaluer de manière indépendante les budgets proposés et leur évolution; étudier et documenter les problématiques financières complexes propres aux départements qui leur seront attribués et les conseiller dans le cadre de l'exploitation de leurs budgets; effectuer le suivi financier des objets d'investissements (cl. 24-28).

Profil: licence en sciences économiques avec pratique de 3 ans en règle générale. Ou diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale dès l'obtention du titre. Expérience en expertise financière et controlling, excellentes capacités d'analyse, de synthèse, de rédaction et faculté de traiter de manière indépendante des dossiers complexes. Entregent, flexibilité et excellente organisation personnelle.

Renseignements: M. Francis Randin, 021/316.25.77

Adresse: réf. 3718G et 3719G, Secrétariat général du DFIN, M. Philippe Mathis, Rue de la Paix 6 - 1014 Lausanne

Stagiaires H/F «Premier emploi» (Employé-e-s d'administration) pour l'Administration cantonale des impôts, Centres de compétences de Lausanne-Ville, Lausanne-District, Nyon, Vevey et Yverdon

100%

Mission: Jeune diplômé-e (CFC, MPC, HEG, universitaire, ou équivalent), vous cherchez le tremplin qui vous projetera avec succès dans le monde de la vie active ? Vous portez un intérêt particulier au domaine de la fiscalité et recherchez un secteur d'activité offrant d'excellentes perspectives professionnelles ? Organisé-e et flexible, vous appréciez les activités variées et le travail d'équipe. A l'aise avec les outils informatiques courants, vous possédez un excellent sens de l'analyse et de synthèse, le sens de la communication et de l'entregent. Intéressé-e par un environnement offrant un niveau d'expertise élevé, formation et diversité ? Saisissez l'opportunité de satisfaire vos envies et ambitions dans le cadre de notre programme de stages rémunérés d'une durée de 12 mois (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale.

Renseignements: Mme Dominique Errassas, 021/316.24.00, ou M. Bruno Franco, 021/316.24.06

Adresse: réf. 3730G, Administration cantonale des impôts, M. Bruno Franco, Av. Jomini 8, CP 177 - 1018 Lausanne 18

DSAS Département de la santé et de l'action sociale

Employé-e d'administration pour l'Aumônerie du CHUV

Mission: assurer les tâches de gestion administrative et de secrétariat de l'aumônerie et collaborer avec une équipe œcuménique (cl. 10-12).

Profil: CFC d'employé(e) de commerce ou titre jugé équivalent. Convient à une personne aimant le contact, organisée, discrète, précise, indépendante et appréciant le travail en équipe. Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, File Maker Pro, Power Point), connaissances de comptabilité.

Renseignements: Mme Cosette Odier, 021/314.50.46, ou M. Daniel Pétremand, 021/314.50.37

Adresse: CHUV, BGP, Les Allières, 1011 Lausanne

Directeur/trice du Centre professionnel du Nord vaudois (CPNV) à Yverdon-les-Bains 100%

Mission: assumer toutes charges et responsabilités incombant au/à la dirigeant-e d'un important centre d'enseignement professionnel regroupant plusieurs systèmes de formation aux niveaux secondaire II et tertiaire non HES (hors-classe).

Profil: titre universitaire, titre jugé équivalent jugé utile à l'exercice de la fonction ou inscription au REG A, avec pratique de 8 ans en règle générale dans un poste à responsabilités. Ou: diplôme d'une Haute école spécialisée, titre jugé équivalent ou inscription au REG B, avec pratique de 10 ans en règle générale dans un poste à responsabilités. Expérience de l'enseignement souhaitée.

Renseignements: M. Jean-Pierre Rochat, 021/316.63.06

Délai d'envoi des candidatures: 10 octobre 2002

Adresse: réf. 3734G, Service de la formation professionnelle, M. Jean-Pierre Rochat, Rue Saint-Martin 24 - 1014 Lausanne

Adjoint administratif H/F, responsable d'un secteur Ressources humaines, pour le Service de la formation professionnelle 100%

Mission: assurer la fonction «ressources humaines» du Service de la formation professionnelle; définir et appliquer la politique de ressources humaines; diriger et conseiller les responsables des établissements d'enseignement et de perfectionnement professionnels en matière de ressources humaines (cl. 23-26).

Profil: diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent avec pratique de 3 ans en règle générale dès l'obtention du titre, ou CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 15 ans en règle générale. Subordonné-e direct-e d'un-e chef/fe de service, d'établissement ou d'un office important.

Renseignements: M. Jean-Pierre Delacrétaz, 021/316.63.08

Adresse: réf. 3736G, Service de la formation professionnelle, M. Jean-Pierre Delacrétaz, Rue Saint-Martin 24 - 1014 Lausanne

Employé-e d'administration dans le domaine des salaires pour l'Université de Lausanne 50%

Mission: dans le cadre d'un groupe de trois personnes, gestion de la paie des employé-e-s de l'UNIL engagé-e-s sur des subsides de recherche ou autres fonds de l'Université (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Bonne expérience dans le domaine de la paie. Bonnes connaissances des outils de bureautique (Word, Excel) et d'un logiciel de paie. Bonne organisation. Précision. Qualités relationnelles (travail en équipe) et sens du service reconnus. La connaissance du logiciel SAP, module RH, représente un plus.

Renseignements: M. Gérard Mareine, 021/692.23.29

Adresse: réf. 3733G, Bureau de gestion du personnel de l'Université, Mme Tessa Gozzo, BRA - 1015 Lausanne

Adjoint-e C (Délégué-e départementale à la communication) pour le Secrétariat général 50%

Mission: mettre en oeuvre la politique d'information et de communication du Conseil d'Etat au sein du département. Définir les priorités d'information et de communication pour l'ensemble du département, en relation étroite avec le chef du département, le secrétaire général et les chefs de service. Assurer conseils et appui au chef du département, au secrétaire général et aux services pour tout ce qui a trait à l'information et à la communication, tant interne qu'externe. Coordonner, au sein du BIC, la politique de communication départementale avec celle des

autres départements, respectivement celle du Conseil d'Etat. Participer à la mise en oeuvre de la politique de communication, tant interne qu'externe, du CE, notamment celle des dossiers dits transversaux. Sensibiliser le chef du département, le secrétaire général et les services à la communication. Promouvoir des possibilités de formation (cl. 24-28).

Profil: titre universitaire avec pratique de 3 ans en règle générale dès son obtention. Sens de la synthèse; facilité à s'intégrer dans une équipe, facilité dans le contact; maîtrise du stress; aisance rédactionnelle (gérer et assurer le travail et suivi de la production de publications jusqu'à leur réalisation); bonnes connaissances des institutions et de la politique vaudoises; bonnes notions d'allemand et d'anglais; maîtrise des principaux outils de bureautique; sensibilité au graphisme.

Renseignements: M. Pierre Imhof, 021/316'70'03

Adresse: réf. 3737G, Secrétariat général du DINF, M. Pierre Imhof, Place de la Riponne 10 - 1014 Lausanne

Cantonnier/ère des routes cantonales pour le Voyer du 6e arrondissement, Yverdon-les-Bains 100%

Mission: entretenir et assurer la viabilité des routes cantonales en fonction des saisons. Assurer le service hivernal (horaires irréguliers). Entretien des chaussées et leurs annexes. Surveillance du domaine public (cl. 8-10).

Profil: âge minimal 20 ans. Expérience d'une activité en plein air (bâtiment, génie civil, agriculture ou forestière). Permis de conduire voiture. Pour les étrangers: permis B. Domicile imposé: Yverdon-les-Bains et environs.

Renseignements: M. Jacques Thoeni, 024/425.43.22

Adresse: réf. 3722G, M. le Voyer du 6e arrondissement Jacques Thoeni, Champs-Lovats 27, CP 1389 - 1401 Yverdon-les-Bains

Cantonnier/ère des routes cantonales pour le Voyer du 4e arrondissement, Cossonay-Ville 100%

Mission: entretenir et assurer la viabilité des routes cantonales en fonction des saisons. Assurer le service hivernal (horaires irréguliers). Entretien des chaussées et leurs annexes. Surveillance du domaine public (cl. 8-10).

Profil: âge minimal 20 ans. Expérience d'une activité en plein air (bâtiment, génie civil, agriculture ou forestière). Permis de conduire voiture. Pour les étrangers: permis B. Domicile imposé à Vaulion et environs.

Renseignements: M. Lucien Pavillard, 021/862.13.62

Adresse: réf. 3721G, M. le Voyer du 4e arrondissement Lucien Pavillard, Ch. du Levant 1 - 1304 Cossonay-Ville

Adjoint-e au Secrétaire général (2 x 50% envisageables) 100%

Mission: membre de l'état-major départemental et intégré-e à une équipe motivée et dynamique, vous aurez pour missions principales: assister le chef du département dans sa qualité de Conseiller d'Etat, ce qui comprend notamment l'analyse de dossiers gouvernementaux et l'aide au suivi des objets interdépartementaux. Assister le chef du département dans sa fonction de chef du DIRE, soit entre autres assurer l'appui à la conduite administrative du département et l'aide à la gestion stratégique de certains dossiers spécifiques. Assumer la liaison et la coordination administrative entre le DIRE et un ou plusieurs services du département (cl. 24-28).

Profil: titre universitaire et pratique de 3 ans en règle générale dès son obtention. A l'aise tant dans des tâches de coordination que dans l'analyse et la synthèse de dossiers, vous êtes au bénéfice d'une licence universitaire en droit et d'une expérience de quelques années. Vous faites preuve d'un intérêt marqué pour les institutions, les questions de politique

gouvernementale et/ou d'asile et de police des étrangers. D'esprit ouvert et positif, vous travaillez indifféremment seule ou en équipe.

Renseignements: M. Nicolas Saillen, 021/316.45.30

Adresse: réf. 3739G, Secrétariat général du DIRE, M. Nicolas Saillen, Château cantonal - 1014 Lausanne

Chef-fe de bureau A (Secrétaire de préfecture) pour la préfecture du district de Vevey 100%

Mission: assurer la gestion administrative de la Préfecture ainsi que la gestion de son personnel (gestion du courrier, budget, comptabilité, ressources humaines, informatique, procès-verbaux, formation des apprentis, etc.). Assurer le secrétariat de la Commission d'apprentissage. Assister le préfet dans la préparation et la documentation de certains dossiers et dans ses tâches juridictionnelles (PV's d'audition, statistiques, contrôle des communes, relations avec les communes et les autres districts, etc.). Assurer la qualité des relations avec les usagers (cl. 20-23).

Profil: diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent. Ou: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 12 ans en règle générale. Dirige du personnel formant une unité administrative importante. Solide connaissance de la législation et expérience des institutions cantonales et communales. Aptitude à diriger du personnel, à encadrer des apprentis. Entregent, maîtrise des outils informatiques, aisance rédactionnelle. Disposition à se former en cours d'emploi (informatique des préfectures, droit du bail, etc.). Connaissances linguistiques: allemand.

Renseignements: M. le Préfet du district de Vevey, 021/923.16.11

Adresse: réf. 3732G, M. le Préfet du district de Vevey, Préfecture, Rue du Simplan 22 - 1800 Vevey

Ouvrier/ère qualifié-e (Relieur/euse) pour la Bibliothèque cantonale et universitaire, la Riponne, durée déterminée du 01.10.02 au 31.05.03 30%

Mission: relier et réparer les volumes des collections de la Bibliothèque cantonale et universitaire, site de la Riponne (cl. 10-12).

Profil: CFC requérant au moins 3 ans d'apprentissage ou titre jugé équivalent, ou CFC d'un an et demi ou deux ans et pratique de 5 ans en règle générale. CFC de relieur-se. Expérience de 3 ans dans un atelier de relieur artisanale. Prière d'adresser offre manuscrite.

Renseignements: Mme Eliane Schmidt, 021/316.78.79

Adresse: réf. 3729G, Bibliothèque cantonale et universitaire, Mme Olga Farman, Palais de Rumine - 1005 Lausanne

DSE Département de la sécurité et de l'environnement

Adjoint-e C (Adjoint-e du Chef du Service des forêts, de la faune et de la nature) 100%

Mission: sous la direction du Chef de service et en votre qualité de responsable financier: coordonner la section administrative générale; seconder le chef de service pour diverses missions liées à la direction administrative du service; conduire des projets dans le cadre de la démarche de modernisation; concevoir et mettre en oeuvre une politique d'archivage (cl. 24-28).

Profil: titre universitaire avec pratique de 3 ans en règle générale dès l'obtention du titre. Licence HEC ou brevet fédéral de comptable. Au minimum cinq ans de pratique dans une administration publique, une entreprise privée ou une ONG de grande importance, comme responsable financier/ère ou comptable. Expérience dans la mise en place et le suivi d'une comptabilité analytique. Maîtrise des outils informatiques et des applications bureautiques courants. Bonne capacité rédactionnelle et de communication. Capacité à coordonner et à suivre des affaires complexes. Capacité à prendre des initiatives et imaginer des solutions. Résistance au stress et sens de l'anticipation.

Date limite d'envoi des postulations: 20 septembre 2002.

Renseignements: M. Cornelis Neet, 021/316.61.40

Adresse: réf. 3720G, Service du personnel, M. Simon Méan, Caroline 4 - 1014 Lausanne

Employé-e d'administration au Service des automobiles et de la navigation 100%

Mission: collaborer au support administratif du bureau des retraits des permis de conduire (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Micro-informatique, compétences rédactionnelles, expérience du contact avec la clientèle.

Renseignements: Mme Josiane Gallandat, 021/316.89.13

Adresse: réf. 3717G, Service des automobiles et de la navigation, M. Alfred Forestier, CP - 1014 Lausanne

(2 postes) Employé-e d'administration ou Employé-e de bureau qualifié-e au Service des automobiles et de la navigation 100% et 50%

Mission: délivrer les permis de conduire et fixer les rendez-vous d'examen de conduite.

Profil: employé-e d'administration: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Employé-e de bureau qualifié-e (8-11): CFC d'employé de bureau (formation de 2 ans) ou titre jugé équivalent. Micro-informatique, expérience du service à la clientèle.

Renseignements: Mme Sandrine Boiteux, 021/316.88.53

Adresse: réf. 3715G (poste à 100%) et 3716G (poste à 50%), Service des automobiles et de la navigation, M. Alfred Forestier, CP - 1014 Lausanne

Employé-e de commerce pour la Police cantonale - Police de sûreté 100%

Mission: effectuer, dans le cadre des directives générales, l'ensemble des tâches liées au secrétariat de la Brigade financière: travaux de secrétariat (dactylographie, courrier, téléphone, tableaux de service et gestion de divers fichiers informatiques, gestion de l'économat). Appui aux enquêtes (audition, fichiers d'enquêtes). Statistiques et planification (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Maîtrise des outils informatiques (Word office, Excel, Lotus Note, Powerpoint, File Maker Pro). Maîtrise du français (excellente orthographe, rédaction aisée). La connaissance d'autres langues, notamment de l'allemand et de l'anglais, est un atout. Discrétion, sens de la confidentialité, capacité d'adaptation et d'intégration, esprit d'équipe, autonomie, capacité à prendre des initiatives et des responsabilités, résistance au stress. Nationalité suisse ou permis C, casier judiciaire vierge.

Renseignements: M. Philippe Gitz, 021/644.86.71

Adresse: réf. 3690G, Police cantonale, Mme Rachel Bressoud, Centre de la Blécherette - 1014 Lausanne

DEC Département de l'économie

Employé-e d'administration (Collaborateur administratif H/F) pour l'Office régional de placement de l'Ouest lausannois à Renens 100%

Mission: accueil, téléphones, renseignements généraux aux usagers, tâches administratives et de soutien au travail de conseiller (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Intérêt et goût pour le domaine des assurances sociales. Bonne capacité rédactionnelle et maîtrise de l'environnement MS Office. Mobilité géographique.

Renseignements: M. Ido Walther, 021/633.04.04

Adresse: réf. 3731G, Office régional de placement, M. Ido Walther, CP 203 - 1020 Renens

Secrétaire juriste ou Greffier/ère d'instruction pénale à l'Office d'instruction pénale de l'arrondissement de Lausanne 100%

Mission: seconder le juge d'instruction, tenir les procès-verbaux d'audiences, rédiger des décisions ou des ordonnances de clôture d'enquête et participer à la gestion des dossiers (courrier, tenue du procès-verbal des opérations, suivi des délais, téléphones, etc.) (cl. 22-25).

Profil: secrétaire juriste: licence en droit. Greffier/ère d'instruction pénale: licence en sciences forensiques, diplôme en police scientifique et criminologie ou titre jugé équivalent. Maîtrise du français, connaissance d'un traitement de texte, goût pour la rédaction, sens de l'organisation.

Renseignements: M. Pierre Schobinger, 021/315.19.11

Adresse: réf. 3727G, M. le Premier Juge d'instruction l'arrondissement de Lausanne Pierre Schobinger, Ch. de Couvaloup 6 - 1014 Lausanne

Chef-fe de secteur B, Spécialiste d'opérations pour l'Office des poursuites et faillites de Vevey 100%

Mission: contact avec le public en rapport avec la loi sur la poursuite et la faillite. Travaux spéciaux à l'extérieur et travaux administratifs au bureau.

Profil: Chef-fe de secteur B: pratique de 4 ans en règle générale en qualité de chef-fe de secteur C, ou pratique de 2 ans en qualité de spécialiste d'opérations A. Spécialiste d'opérations A: pratique de 3 ans en règle générale comme spécialiste d'opérations B. Ou: CFC de commerce ou titre jugé équivalent, attestation de perfectionnement et pratique de 9 ans en règle générale, dont 3 ans dans un office de poursuites et faillites. Employé-e d'administration: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Le /la titulaire de ce poste peut être appelé-e à utiliser son véhicule privé pour les besoins du service.

Renseignements: M. Bernard Chappuis, 021/923.12.27

Adresse: réf. 3735G, Office des poursuites et faillites de Vevey, M. Bernard Chappuis, Rue de la Madeleine 39 - 1800 Vevey

Spécialiste d'opérations A, B ou C ou Employé-e d'administration pour l'Office des poursuites et faillites de Vevey 100%

Mission: contact avec le public en rapport avec la loi sur la poursuite et la faillite. Travaux spéciaux à l'extérieur et travaux administratifs au bureau.

Profil: Spécialiste d'opérations A: pratique de 3 ans en règle générale comme spécialiste d'opérations B, CFC de commerce ou titre jugé équivalent. Attestation de perfectionnement. Pratique de 9 ans en règle générale, dont 3 dans un office de poursuites et faillites. Spécialiste d'opérations: pratique de 3 ans en règle générale comme spécialiste d'opérations C, CFC de commerce ou titre jugé équivalent. Attestation de perfectionnement. Pratique de 6 ans en règle générale, dont 2 dans un office de poursuites et faillites. Spécialiste d'opérations C: CFC de commerce ou titre jugé équivalent. Attestation de

perfectionnement. Pratique de 3 ans en règle générale dès le CFC. Employé-e d'administration (cl. 10-12): CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Le/la titulaire de ce poste peut être appelé-e à utiliser son véhicule privé pour les besoins du service. Pratique sur système informatique souhaitée.

Renseignements: M. Bernard Chappuis, 021/923.12.27

Adresse: réf. 3738G, Office des poursuites et faillites de Vevey, M. Bernard Chappuis, Rue de la Madeleine 39 - 1800 Vevey

Greffier/ère substitut-e A, B, C ou D 50%

Mission: collaborateur/trice personnel-le du juge, le/la greffier/ère substitut-e l'assiste en audience et rédige des arrêts. Il/elle instruit certaines affaires, par délégation, ce qui inclut la préparation de rapports ou de projets d'arrêts.

Profil: greffier/ère substitut-e A: brevet d'avocat-e. Greffier/ère substitut-e B: doctorat en droit. Greffier/ère substitut-e C: licence en droit avec thèse ou licence en droit et pratique de 3 ans en règle générale. Greffier/ère substitut-e D: licence en droit. Rédaction aisée. Pratique du greffe. Intérêt pour le droit fiscal et pour le droit de la construction.

Renseignements: M. Vincent Pelet, 021/316.12.50

Adresse: réf. 3724G, M. le Président du Tribunal administratif, Av. Eugène-Rambert 15 - 1014 Lausanne

Greffier/ère substitut-e A, B, C ou D 50%

Mission: collaborateur/trice personnel-le du juge, le/la greffier/ère substitut-e l'assiste en audience et rédige des arrêts. Il/elle instruit certaines affaires, par délégation, ce qui inclut la préparation de rapports ou de projets d'arrêts.

Profil: greffier/ère substitut-e A: brevet d'avocat-e. Greffier/ère substitut-e B: doctorat en droit. Greffier/ère substitut-e C: licence en droit avec thèse ou licence en droit et pratique de 3 ans en règle générale. Greffier/ère substitut-e D: licence en droit. Rédaction aisée. Pratique du greffe.

Renseignements: M. Pierre-André Marmier, 021/316.12.50

Adresse: réf. 3725G, M. le Président du Tribunal administratif, Av. Eugène-Rambert 15 - 1014 Lausanne

Greffier/ère substitut-e A, B, C ou D 50%

Mission: collaborateur/trice personnel-le du juge, le/la greffier/ère substitut-e l'assiste en audience et rédige des arrêts. Il/elle instruit certaines affaires, par délégation, ce qui inclut la préparation de rapports ou de projets d'arrêts.

Profil: greffier/ère substitut-e A: brevet d'avocat-e. Greffier/ère substitut-e B: doctorat en droit. Greffier/ère substitut-e C: licence en droit avec thèse ou licence en droit et pratique de 3 ans en règle générale. Greffier/ère substitut-e D: licence en droit. Goût pour la rédaction. Intérêt pour l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement souhaité.

Renseignements: M. François Kart, 021/316.12.50

Adresse: réf. 3726G, M. le Président du Tribunal administratif, Av. Eugène-Rambert 15 - 1014 Lausanne

Pour plus de précisions sur les conditions d'accès à la fonction indiquée, se référer au catalogue «Fonctions publiques cantonales, classification et définitions». Sauf indication contraire, le lieu de travail est situé à Lausanne.

BRM Bilan, recrutement, réinsertion, mobilité

Rue Caroline 4 - 1014 Lausanne - Tél. 021/316 29 20 - Fax 021/316 29 23

Heures d'ouverture:

8h - 12h et 13h30 - 17h

(vendredi jusqu'à 16h30)

Vingt ans aux commandes de la police

A la veille de son départ à la retraite, mais toujours impliqué, Pierre Aepli, commandant de la police cantonale et président de la Conférence des commandants des polices cantonales suisses, a accepté de parler, en toute simplicité, de l'évolution de la société, de sa vision du monde.

A quelques jours de son départ, effectif fin septembre, Pierre Aepli ne semblait pas réaliser qu'il était sur le point de quitter ce qui pendant 20 ans a fait son quotidien. C'est en toute simplicité, que cet homme affable a accepté de discuter à bâtons rompus de sa carrière, de l'évolution de la société, du rôle de la police et de sa vision du monde. Propos choisis.

Evolutions

La première constatation est que j'ai évolué en même temps que la société. Les différences entre aujourd'hui et 1982 sont grandes. A l'époque la société était relativement homogène. Aujourd'hui, tant du point de vue social, économique que ethnique, elle est devenue hétérogène.

Vers 1989 - 1991 avec la chute du mur de Berlin et l'ouverture des frontières, le visage de la délinquance se modifie. En 1982, elle existait déjà mais le problème principal était le trafic. Vers 1992-93, des bandes de cambrioleurs sont arrivés des pays de l'Est.

Aujourd'hui la délinquance prend un nouveau visage avec une nette augmentation de la violence. Cependant, étant donné que les problèmes de sécurité sont sous le feu des projecteurs, on peut avoir l'impression qu'ils sont plus importants qu'ils ne le sont en réalité.

Moins spectaculaire et plus sournoise, la cyber-criminalité et certaines formes de crimes organisés et de corruption sont en plein essor. En apparence, ces développements portent moins à conséquence pour la vie quotidienne des citoyens. Mais, à long terme, leurs impacts sont importants sur les institutions et la vie économique.

Adaptations

L'évolution de ces vingt dernières années a nécessité et nécessite toujours plus une réforme de la police. La Suisse a la plus faible densité policière d'Europe alors que son coût est le plus élevé, quelque 27



«Non je ne viendrai pas hanter les couloirs de la police après mon départ à la retraite», promet Pierre Aepli à ses subordonnés et surtout à son successeur.

millions d'euros pour 100 000 habitants, contre 17 millions d'euros dans le reste de l'Europe.

Il est nécessaire de décroiser les polices afin d'obtenir de meilleures synergies. Elles doivent mieux collaborer entre elles et aussi avec la société civile. Il est important de mettre en place une philosophie d'action commune. La police ne peut pas être uniquement répressive, au risque de n'agir que sur les effets et non sur les causes des phénomènes.

Ma vision personnelle s'est traduite par le projet *Police 2000* et par mon action dans d'autres projets de réforme au plan fédéral; USIS et Polizei XXI.

Succession

Mon successeur arrive dans une structure solide. Les réformes en Suisse sont en cours de réalisation. En conséquence, il aura moins de liberté d'action que celle

dont j'ai bénéficié car le chemin est déjà bien balisé.

Scepticisme

S'il y a eu du scepticisme à mon arrivée? Je ne peux pas l'affirmer. En tant que commandant, on n'est pas au courant de tout. Les gens n'aiment pas le changement, mais un policier est par essence une personne disciplinée.

La tâche d'un commandant est de développer la police. Il lui faut s'imposer par ce que l'on amène. Il doit convaincre. Les policiers sont critiques, mais engagés. Si on reconnaît leurs qualités et que l'on prend ses responsabilités, il n'y a pas de problème.

Avenir

Bien que l'émotion commence à me gagner lorsque je dis au revoir à certaines personnes, je ne me rends pas encore compte que je m'en vais dans peu de temps. Le lendemain de mon dernier jour, je pars pour cinq semaines de voyage. Pour la suite, j'ai déjà reçu plusieurs propositions pour des activités en rapport avec la sécurité. Mais je n'ai pris aucune décision à ce jour.

Je vais rester actif et j'envisage de garder 30% à 40% de temps libre. Ma femme craint de m'avoir, du jour au lendemain, à 100% à la maison. Il faut changer les habitudes, cela demande un apprentissage.

Vision

A cause de mon métier, j'ai probablement un regard déformé sur la violence dans notre société. Mais je ne pense pas que le monde soit aussi mauvais qu'on se l'imagine. Je ne suis donc pas trop inquiet pour l'avenir de mon petit-fils qui a une année. Ce qui est très important, c'est le milieu familial dans lequel on grandit.

Chaque génération connaît des problèmes qui lui sont propres, crises économiques, guerres, etc. Mais l'être humain est plein de ressources. Il sait s'adapter à son environnement.

Propos recueillis par Ludmila Glisovic



Les décisions de la quinzaine

DFIN

Département des finances

Imposition des successions: le Conseil d'Etat consultera les communes

Le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil de prolonger le délai pour soumettre au peuple l'initiative populaire tendant à supprimer l'imposition des successions et donations entre conjoints et en ligne directe. Le Gouvernement entend élaborer un contreprojet et soumettre auparavant plusieurs variantes à une large consultation des communes.

DFIN, Pascal Broulis, chef du Département des finances, 021 316 20 00

DSAS

Département de la santé et de l'action sociale

Création d'une section «Intégration des réfugiés statutaires» au DSAS

Suite à la dénonciation de la convention passée entre l'Etat de Vaud et l'Association vaudoise pour l'intégration des réfugiés et exilés (AVIRE) par cette dernière, le Conseil d'Etat a examiné les différents scénarios envisageables pour assurer la reprise des tâches assumées par l'AVIRE par une nouvelle structure dès janvier 2003. Il a opté en faveur d'une reprise des missions de l'AVIRE par une section rattachée au Département de la santé et de l'action sociale.

Charles-Louis Rochat, chef du Département de la santé et de l'action sociale, 021 316 50 01

Organisation, exploitation et financement des urgences préhospitalières

Le Conseil d'Etat a adopté un nouveau règlement concernant l'organisation, l'exploitation et le financement des services assurant la prise en charge des urgences préhospitalières. Celui-ci formalise le dispositif cantonal mis sur pied depuis 1998 et dont la base légale figure dans la Loi sur la santé publique.

Georges Vittoz, Service de la santé publique, 021 316 42 75

28,8 millions pour l'hospitalisation semi-privée et privée

Le Conseil d'Etat a approuvé un crédit supplémentaire de 28,8 millions au titre de l'hospitalisation semi-privée et privée de patients vaudois

dans les hôpitaux publics et subventionnés du canton. Il s'agit d'une nouvelle obligation légale découlant d'un arrêt du Tribunal fédéral des assurances de novembre 2001. Le montant à la charge du Canton de Vaud est de 10,7 millions pour 2001 et de 18,1 millions pour 2002, soit 28,8 millions au total. Il demeure une incertitude de Fr. 1,9 million pour les cas Assura 1996-2000.

Guy Moser, Service de la santé publique, 021 316 42 64

Recherche sur les embryons surnuméraires et sur les cellules souches embryonnaires

En réponse à la consultation fédérale lancée sur un projet de loi relative à la recherche sur les embryons surnuméraires et sur les cellules souches embryonnaires, le Conseil d'Etat note que les problèmes que ce projet soulève sont essentiellement d'ordre éthique. Il n'est pas convaincu de l'opportunité de légiférer en la matière. La loi viserait en effet à appréhender des situations exceptionnelles, tout en introduisant de nouvelles conditions d'exploitation très restrictives sur l'emploi des embryons surnuméraires par la recherche. D'autre part, elle autoriserait l'importation de cellules souches embryonnaires à des conditions extrêmement difficiles à vérifier.

Dr Jean Martin, Médecin cantonal, Service de la santé publique, 021/ 316 42 15

DFJ

Département de la formation et de la jeunesse

Vacances scolaires: nouveau calendrier pour 2003

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil une modification de la loi scolaire afin d'harmoniser les dates des vacances pour toutes les écoles du canton. Par ailleurs, les vacances de Pâques dureront deux semaines au lieu des dix jours habituels. Les autres périodes de congé demeurent inchangées. L'entrée en vigueur est prévue dès 2003 en cas d'acceptation de la modification légale par le Grand Conseil.

Philippe Lavanchy, chef du Service de l'Enseignement secondaire supérieur et de la formation, 021 316 34 01

Situation de Georges Glatz, délégué à la prévention des mauvais traitements

Anne-Catherine Lyon, cheffe du DFJ, a annoncé le rattachement de Georges Glatz au Secrétariat général du DFJ. M. Glatz poursuivra sa mission de délégué cantonal à la prévention des mauvais traitements, mais n'exercera plus d'activité au sein du Service de protection de la jeunesse. Parallèlement, il est chargé de rédiger un rapport examinant les différentes pistes à même de valoriser la mission de prévention des mauvais traitements dans le Canton.

Anne-Catherine Lyon, cheffe du Département, 021 316 30 01

DIRE

Département des institutions et des relations extérieures

Chavannes-près-Renens : rétribution de la commission de contrôle

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport destiné au Grand Conseil concernant la mise sous contrôle de la commune de Chavannes-près-Renens et la réponse à la résolution Anne-Marie Depoquier demandant à ce que l'Etat prenne en charge la rétribution des membres de la commission de contrôle. Cette réponse est négative.

Me Jean-Paul Jubin, chef du Service de justice, de l'intérieur et des cultes a.i., 021 316 45 45

Réorganisation des surfaces de stockage aux Archives cantonales

Le Conseil d'Etat a accordé, sous réserve de l'approbation de la commission des finances du Grand Conseil, un crédit de 60'000 francs destiné à une étude globale sur la réorganisation des surfaces de stockage aux Archives cantonales vaudoises.

Sophie Donche Gay, adjointe, Service des affaires culturelles, 021 316 33 00

DSE

Département de la sécurité et de l'environnement

L'Etat encourage l'infiltration des eaux pluviales

Quelle est la politique de l'Etat dans le domaine de l'infiltration des eaux pluviales? Le Conseil d'Etat répond à cette question du député Marthaler en précisant que les services de l'Etat préconisent l'infiltration des eaux claires dans tous les cas où ce mode de gestion s'avère approprié. Au cours des douze dernières années, on peut évaluer les surfaces ayant fait l'objet de mesures d'infiltration ou de rétention à environ 2'400 hectares au stade de l'élaboration des plans d'affectation et à environ 400 hectares au stade de l'octroi de permis de construire.

François Matthey, Service des eaux, sols et assainissement, 021 316 75 09

Lutte contre le bruit des CFF: le Conseil d'Etat approuve les directives fédérales

En 2015, l'assainissement phonique de l'ensemble du réseau des chemins de fer devra être réalisé par le biais de la construction de parois anti-bruit le long des voies, l'assainissement du matériel roulant et si nécessaire, la pose de fenêtres insonorisées. Un montant de 1.854 milliards de francs est prévu pour financer l'entier de ces mesures au niveau suisse. Avec quelques nuances, le Conseil d'Etat approuve ces directives.

Dominique Luy, Service de l'environnement et de l'énergie, 021 316 43 60



Un festival... ... un théâtre

«Trottinette», le 4e festival du spectacle pour enfants les attend du 27 au 29 septembre à Aigle...

Pourquoi ne pas trottiner en famille ce week-end entre les 16 spectacles et autres animations proposés en ville d'Aigle? Unique en son genre en Suisse, le festival *Trottinette* propose à un jeune public (dès 3 ans), dont nombre de classes scolaires, des spectacles venus de différents pays aux expressions artistiques multiples: chansons, théâtre, marionnettes, magie, humour, mime,... Une façon de rêver le monde et de s'en émerveiller. Outre les spectacles présentés sous trois chapiteaux, une petite ménagerie, un mur de grimpe, des stands de pâtisseries, des baladins et leurs compères jongleurs et clowns ainsi qu'un carrousel complèteront les festivités.

4e festival Trottinette, salle et terrain des Glariers, Aigle. Du 27 au 29 septembre. Un seul spectacle vendredi, à 20h, sinon le samedi et le dimanche se partagent les spectacles dès 10h. Garderie gratuite et parking. Infos à l'office du tourisme d'Aigle: 024 466 30 00 ou sur www.trottinette.ch



CHRISTIAN COBBY

...tandis que le Théâtre pour enfants de Lausanne les invite à sortir le grand jeu.

Entrez, entrez dans la ronde du Théâtre pour enfants de Lausanne (TPEL) dont le premier pas s'esquisse le 21 septembre prochain avec *Attends-moi!*, l'un des 12 spectacles spécialement présentés par le Théâtre pour enfants de Lausanne (TPEL). Soit quelque 7 compagnies et 5 conteurs, venus de Suisse, de France, de Belgique, d'Italie ou d'Israël qui se produiront au Cazard les week-ends ainsi que les mercredis après-midi jusqu'au 2 avril 2003. Rideau!

De spectateurs, les mômes peuvent

devenir acteurs en participant aux journées-théâtre organisées par le TPEL dont la première, destinée aux 6-12 ans, est agendée du 14 au 24 octobre. La journée débute à 9h, avec une pause pique-nique à midi et une présentation d'un spectacle à 14h45. Tandis que les 7 - 13 ans peuvent s'inscrire à un stage de 4 jours pendant l'Ascension.

Infos et réservations: 021 648 22 61, www.regart.ch/tpel ou www.billetnet.ch. Salle Cazard, Prê-du-Marché 15, Lausanne.

Expositions

Espace Arlaud, Lausanne. Jean Scheurer, peintures modernes et ultramodernes. Vernissage vendredi 20 septembre, dès 17h, à l'occasion de la sortie du livre *D'étoiles et d'écrits*. Mer.-vend.: 12h-18h, sam.-dim.: 11h-17h. Jusqu'au 24 novembre.

Hôpital d'Orbe. La société romande de cartophilie organise une exposition de cartes postales au sein des étages du bâtiment hospitalier. Au menu: l'Exposition de 1964, la Vallée de Joux, le comptoir suisse, les hôpitaux d'Orbe et de St-Loup, le cinéma et le peintre F. Rouge. Jusqu'à fin septembre.

Maison Visinand, centre culturel, Montreux. Sculptures de Nikola Zaric. L'homme



et l'animal habitent l'œuvre de Zaric. Vernissage jeudi 19 septembre, dès 18h. **Visite avec l'artiste** dimanche 3 novembre, à 16h. Ma.-dim.: 15h à 18h. Jusqu'au 30 novembre

Musée historique de Lausanne. *Coiffes, bonnets et béguins, fin du 18e - début du 20e siècle.* Pièces de collection, témoignage d'un temps où l'on rivalisait de dextérité pour que femmes et enfants sortent coiffés comme il convenait. **Nuit des Musées, samedi 21 septembre de 11h à 24h:** 16h30, l'historien d'art Antoine Baudin raconte l'artiste satirique Géa Augsbourg tandis que Pal Degome croque sur le vif les visiteurs entre 18h et 24h. Toutes les heures, à la demie, spectacle *Chapeau!*, par le Théâtre «Escarboucle». Dès 19h, ouverture du bar saveurs et senteurs, défi lancé aux connaissances olfactives et gustatives de chacun.

Les dix ans du CEP: une date pour tous

Al'occasion de son 10^e anniversaire, le Centre d'éducation permanente (CEP) invite, le **8 octobre, à 17h, tous les collaborateurs de l'administration à une conférence d'Albert Jacquard** sur le thème: *L'espèce humaine est à construire* (inscription obligatoire). Evénement précédé par la journée, *La Formation dans tous ses états*, organisée, **de 9h à 17h, le 8 octobre, à l'Université de Lausanne, au BFSH 1**, et destinée en particulier aux «prescripteurs de la formation», soit les cadres hiérarchiques et spécialistes ainsi qu'aux chefs de projets. L'occasion de découvrir de nouvelles approches de for-

mation, complémentaires aux séminaires de 1 à 3 jours organisés traditionnellement en salle de cours. Au menu, près de 50 sessions - ateliers, exposés, témoignages ou démonstrations - d'une durée de 40 minutes: E-learning, campus virtuel, coaching individuel et d'équipe, outils d'évaluation et de développement, formation par feedback, études postgrades... Détails du programme et modalités d'inscription figurent en partie sur l'adresse: www.cep.vd.ch, voir *Festivités 10 ans*. E-mail: robert.irrausch@cep.vd.ch. *La Gazette* n°118, du 2 octobre, reviendra plus longuement sur le programme.

Conférence

«Rio + 10», le sommet de Johannesburg et la stratégie de la Confédération en matière de développement durable.

par **René Longet**,

président de de la Société suisse de protection de l'environnement.

Conférence ouverte à tous, organisée par le Département des infrastructures, vendredi 27 septembre, à 10h, à l'aula du Palais de Rumine, à Lausanne.